



**PRÉFET  
DU GARD**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et  
du Logement Occitanie  
89 rue Wéber CS 52002  
30907 NÎMES CEDEX 02

Nîmes, le 18/07/2024

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/07/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ROUMEAS & Fils**

La Roquette Silhas Bourbouiren  
30200 Saint-Étienne-des-Sorts

Références :

Code AIOT : 0006600705

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/07/2024 dans l'établissement ROUMEAS & Fils implanté La Roquette Silhas Bourbouiren 30200 Saint-Étienne-des-Sorts.

Visite réalisée dans le cadre du PPC

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ROUMEAS & Fils
- La Roquette Silhas Bourbouiren 30200 Saint-Étienne-des-Sorts
- Code AIOT : 0006600705    Installation : Avec Titre ☒    Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

L'entreprise ROUMEAS a été créée en 1929 par Georges ROUMEAS. Cette entreprise familiale effectue des travaux publics et exploite la carrière de calcaire située sur la commune de Saint Étienne des Sorts au lieu-dit "La Roquette".

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Plan pluriannuel de contrôle

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan des constats hors points de contrôle**

La carrière est bien tenue, le chef de carrière est une personne expérimentée et consciente des enjeux environnementaux.

A noter qu'il existe une zone de stockage de matériaux à l'extérieur du périmètre ICPE qui d'après l'exploitant fait 4700 m<sup>2</sup>, donc non classable au titre de la nomenclature 2517.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de

contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle         | Référence réglementaire                       | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1) | Proposition de délais |
|----|---------------------------|---|--|-----------------------|
| 8  | REMBLAYAGE DE LA CARRIÈRE | Arrêté Préfectoral du 15/12/2003, article 9.2 | Demande d'action corrective  | 2 Mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                   | Référence réglementaire                           | Autre information |
|----|---|---|-------------------|
| 1  | DUREE DE L'AUTORISATION                             | Arrêté Préfectoral du 16/12/2003, article 1.2     |                   |
| 2  | Signalisation, accès, zones dangereuses             | Arrêté Préfectoral du 16/12/2003, article 1.9.1.2 |                   |
| 3  | Repère de nivellement et de bornage                 | Arrêté Préfectoral du 15/12/2003, article 1.9.1.3 |                   |
| 4  | Entretien et vérification des appareils de contrôle | Arrêté Préfectoral du 15/12/2003, article 2.1.7   |                   |
| 5  | Contenu minimal de la documentation                 | Arrêté Préfectoral du 15/12/2003, article 2.2.2   |                   |
| 6  | RAPPORT ANNUEL                                      | Arrêté Préfectoral du 15/12/2003, article 2.3     |                   |
| 7  | PROPRETE DU SITE                                    | Arrêté Préfectoral du 15/12/2003, article 7.1     |                   |
| 9  | PREVENTION DES RISQUES D'INCENDIE ET D'EXPLOSION    | Arrêté Préfectoral du 15/12/2003, article 10.3    |                   |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La modification du registre des admissions extérieures et la mise en place d'un plan topographique associé ne devrait pas poser de problème à l'exploitant.


L'exploitant doit faire modifier le plan d'exploitation en mettant à jour la légende.

Le rapport annuel 2024 sera fourni à l'inspection pour 2025.



## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : DUREE DE L'AUTORISATION

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/12/2003, article 1.2   |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative - Renouvellement de l'autorisation  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 25 ans à compter de la date de notification de l'arrêté d'autorisation du 16 décembre 2003.<br><br>L'exploitation ne pourra être poursuivie au-delà que si une nouvelle autorisation est accordée ; il conviendra donc de déposer la demande correspondante dans les formes réglementaires et en temps utile.   |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant déclare souhaiter demander une nouvelle autorisation afin de pouvoir poursuivre l'extraction après 2028. Pour cela il dispose de l'accès au gisement avec une zone au nord, une plus petite au sud et éventuellement une parcelle de vigne au nord-est qu'il souhaite racheter à l'actuel propriétaire.<br><br>L'exploitant a également abordé la possibilité de racheter l'ancienne carrière située à l'ouest de la zone. |
| <b>Respect de la prescription :</b>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b>   |

## N° 2 : Signalisation, accès, zones dangereuses

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/12/2003, article 1.9.1.2   |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative - Panneaux  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.<br><br>Le ou les accès à la voie publique sont aménagés de telle sorte qu'ils ne créent pas de risque pour la sécurité publique ; ils sont réalisés en liaison et en accord avec les autorités compétentes.<br><br>Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé.<br><br>En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.<br><br>L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées. |
| <b>Constats :</b><br><br>Les panneaux situés à l'entrée de la carrière présentent la référence de l'autorisation et un plan d'accès pour les clients. L'entrée du site est sécurisée par un portail coulissant et un grillage. Tout le tour de la carrière est sécurisé par des poteaux avec trois hauteurs de fil barbelé et des panneaux de signalisation, sur les zones d'extraction l'exploitant déclare déplacer ces poteaux au fur et à mesure du défrichement.  |
| <b>Respect de la prescription :</b> <input checked="" type="checkbox"/>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b>   |

### N° 3 : Repère de nivellement et de bornage

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/12/2003, article 1.9.1.3  |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative - Bornes   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Préalablement à la mise en exploitation des carrières à ciel ouvert, l'exploitant est tenu de placer :<br><br>1°/ Des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation.<br><br>Les bornes sur le terrain seront doublées de poteaux métalliques de deux mètres de hauteur peints en blanc et repérés suivant le plan de bornage précité.<br><br>2°/ Des bornes de nivellement.<br><br>Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site. |
| <b>Constats :</b><br><br>L'inspection a pu constater la présence de bornes le long des clôtures du périmètre ICPE. Une borne de nivellement est présente à gauche à l'entrée du site mais hors périmètre ICPE.  |
| <b>Respect de la prescription :</b> <input checked="" type="checkbox"/>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b>  |

#### N° 4 : Entretien et vérification des appareils de contrôle

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/12/2003, article 2.1.7  |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative - Instruments  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les appareils de mesures d'enregistrement et de contrôle doivent être surveillés et entretenus de façon à les maintenir, en permanence, en bon état de fonctionnement. |
| <b>Constats :</b><br><br>Le pont bascule est à jour de son contrôle en service (validité février 2025).   |
| <b>Respect de la prescription :</b> <input checked="" type="checkbox"/>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b>  |



## N° 5 : Contenu minimal de la documentation

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/12/2003, article 2.2.2

**Thème(s) :** Situation administrative - Plans

**Prescription contrôlée :**

La documentation comprend au minimum :

- . les informations sur les produits mis en œuvre ;
- . les diagrammes organisationnels sur le plan des responsabilités dans le domaine de la sécurité-environnement ;
- . les différents textes applicables aux installations, et notamment l'étude d'impact une copie de l'arrêté d'autorisation en vigueur pris au titre des installations classées et arrêtés complémentaires le cas échéant ;

Les plans d'exploitation et de réhabilitation d'échelle adaptés à la superficie de la carrière sur lesquels seront reportés :

- \* les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;
- \* les bords de la fouille ;
- \* les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;
- \* les zones remises en état ;
- \* la position des ouvrages à protéger et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.

Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.

- . les plans, en particulier d'implantation des réseaux, des équipements de traitement des effluents, des points de contrôle et de mesure ;
- . les résultats des dernières mesures sur les effluents atmosphériques et aqueux, sur le bruit, sur les vibrations, ... ;
- . les rapports des visites et audits ;
- . les rapports d'expertise prévus par le présent arrêté et autres rapports d'examen des installations électriques ;
- . les justificatifs de l'élimination des déchets industriels spéciaux (à conserver 3 ans) ;
- . les consignes prévues dans le présent arrêté ;
- . la trace des formations et informations données au personnel ;
- . les registres et documents prévus par le présent arrêté ;
- . tout document constituant des preuves tangibles du respect des obligations réglementaires.

L'ensemble de ces documents est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées et du service chargé de la police des eaux.

**Constats :**

L'exploitant a présenté à l'inspection un plan à jour datant de juillet 2024,

Les bords de la fouille, les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs et les zones remises en état y sont mentionnés. La côte de fond de fouille de 36 m NGF est respectée. L'inspection a pu consulter les résultats des dernières mesures (2023) sur les effluents atmosphériques (poussières) et aqueux (analyse d'eau du point le plus bas) et sur le bruit. Tous ces résultats sont conformes.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant modifie les couleurs de la légende du plan et fait apparaître la bande des 50 mètres.

**Respect de la prescription :** 

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

## N° 6 : RAPPORT ANNUEL

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/12/2003, article 2.3   |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative - RAPPORT ANNUEL  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Un rapport de synthèse est établi chaque année.<br><br>Ce rapport argumenté comportant chiffres, schémas et diagrammes doit faire apparaître :<br><br>. les vérifications de la conformité au présent arrêté et leurs conclusions ;<br><br>. les enregistrements effectués sur les différents indicateurs de suivis ;<br><br>. les renseignements importants tels que les dépassements de norme de rejet et le traitement de ces anomalies ;<br><br>. les résultats des tests, des exercices ;<br><br>. la prise en compte du retour d'expérience des incidents, accidents et alarmes survenus dans l'établissement ou sur d'autres sites similaires ;<br><br>. le point de l'avancement des travaux programmés, phasage d'exploitation ...<br><br>Ce rapport doit être tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées et du service chargé de la police des eaux, au plus tard le 1er février, pour les données de l'année précédente. |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant a bien rempli sa déclaration Gerek, toutefois le rapport de synthèse n'a pas été produit. L'exploitant s'engage à le produire pour l'année 2024.   |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant fournit le rapport de synthèse 2024 à l'inspection en 2025.   |
| <b>Respect de la prescription :</b> <input checked="" type="checkbox"/>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b>   |

## N° 7 : PROPRETE DU SITE

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/12/2003, article 7.1   |
| <b>Thème(s) :</b> Autre - PROPRETE DU SITE   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant doit être maintenu en bon état de propreté et d'esthétique (peinture, plantations, zones engazonnées, écrans de végétation, ...).<br><br>L'exploitant tiendra à jour un schéma d'aménagement.<br><br>Les bâtiments et les installations doivent être entretenus régulièrement. |
| <b>Constats :</b><br><br>L'inspection a pu constater que la carrière est propre, la zone vie (shelters) vient juste d'être installée.  |
| <b>Respect de la prescription :</b> <input checked="" type="checkbox"/>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b>   |

## N° 8 : REMBLAYAGE DE LA CARRIÈRE

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/12/2003, article 9.2

**Thème(s) :** Situation administrative - Remise en état

**Prescription contrôlée :**

Le remblayage des carrières ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux. Lorsqu'il est réalisé avec apport de matériaux extérieurs (déblais de terrassements, matériaux de démolition...), ceux-ci doivent être préalablement triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes.

Les apports extérieurs doivent être accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des matériaux à leur destination.

L'exploitant doit tenir à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.

Les matériaux extérieurs admis sur le site sont exclusivement :

- les terres et granulats non pollués et sans mélange
- les bétons
- les briques
- les enrobés bitumineux, sans goudron
- les tuiles et céramiques
- les déchets de verre

Les modalités de tri et les conditions d'utilisation des matériaux extérieurs admis sur le site sont fixées comme suit : seuls sont acceptés sur le site les matériaux précités.

Ces matériaux sont destinés à être utilisés pour la remise en état de la carrière. Une partie des bétons est destinée à être traitée dans l'installation pour fabriquer des granulats.

**Constats :**

L'inspection a pu consulter le registre des apports extérieurs à la carrière, ce registre ne permet pas de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre précité.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**



L'exploitant modifie son registre afin d'y faire apparaître les zones de remblais et met en place un plan topographique associé.

**Respect de la prescription :** 

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 Mois

## N° 9 : PREVENTION DES RISQUES D'INCENDIE ET D'EXPLOSION

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/12/2003, article 10.3

**Thème(s) :** Risques accidentels - Feux

### **Prescription contrôlée :**

#### **Article 10 . 3 . 1 Principes généraux de maîtrise des risques d'incendie et d'explosion**

Toutes dispositions doivent être prises pour éviter les risques d'incendie et d'explosion. Les moyens de prévention, de protection et de défense contre les sinistres doivent être étudiés avec un soin proportionné à la nature des conséquences de ceux-ci.

Un moyen de communication fiable permettant d'alerter les secours (téléphone portatif par exemple) doit exister sur le site.

Des consignes de sécurité permettant d'alerter les moyens d'intervention extérieurs (n° de téléphone des sapeurs-pompiers, gendarmerie, médecin, etc ...) seront affichées à proximité de ce moyen de communication.

Une attention particulière à la prévention des risques d'incendie en milieu boisé doit être portée (consigne permanente auprès de l'exploitant).

#### **Article 10 . 3 . 2 Interdiction des feux**

Il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties des installations présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un "permis de feu". Cette interdiction doit être affichée en caractères apparents.

#### **Article 10 . 3 . 3 Permis de travail**

Dans les parties des installations visées au point ci-dessus, tous les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits, ...) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un "permis de travail" et en respectant les règles d'une consigne particulière.

Le "permis de travail" et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le "permis de travail" et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, doivent être consignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils doivent avoir nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant.

#### Article 10 . 3 . 4 Matériel électrique

Les installations électriques doivent être réalisées conformément aux règles de l'art, notamment aux normes UTE et aux dispositions du décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 et ses textes d'application.

En outre, dans les zones où peuvent apparaître de façon permanente ou semi-permanente des atmosphères explosives, les installations électriques doivent être réduites à ce qui est strictement nécessaire. Elles doivent être entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives et répondre aux dispositions du décret n° 78-779 du 17 juillet 1978 et de ses textes d'application.

Dans les zones où les atmosphères explosives peuvent apparaître de manière épisodique avec une faible fréquence et une courte durée, les installations électriques doivent soit répondre aux prescriptions de l'alinéa ci-dessus, soit être constituées de matériel de bonne qualité industrielle qui, en service normal n'engendrent ni arc, ni étincelle, ni surface chaude susceptible de provoquer une explosion.

#### Article 10 . 3 . 5 Protection contre les courants de circulation

Les équipements métalliques (réservoirs, cuve, canalisations) doivent être mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

Est considéré comme "à la terre" tout équipement dont la résistance de mise à la terre est inférieure ou égale à 20 ohms.

Ces mises à la terre sont faites par des prises de terre particulières ou par des liaisons aux conducteurs de terre créées en vue de la protection des travailleurs par application du décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988.

Une consigne précise la périodicité des vérifications des prises de terre et la continuité des conducteurs de mise à la terre.

Des dispositions doivent être prises en vue de réduire les effets des courants de circulation.

Les courants de circulation volontairement créés (protection électrique destinée à éviter la corrosion, par exemple) ne doivent pas constituer des sources de danger.

#### Constats :

Les extincteurs vus par l'inspection sont à jour de leurs contrôles.

L'exploitant déclare que tous les employés présents sur le site sont équipés de radios.

L'exploitant a pu présenter à l'inspection l'attestation de conformité électrique de l'installation datant du 12/09/2023.

Respect de la prescription : 

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :